



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

justice : instances de réflexion

Question écrite n° 9814

Texte de la question

M. Lionel Tardy demande à Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, de lui donner des indications sur le bilan d'activité de la commission relative à la copropriété. Il souhaite connaître ses coûts de fonctionnements pour 2005 et 2006 ainsi que le nombre de propositions et d'avis rendus pendant ces deux années.

Texte de la réponse

La garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à l'honorable parlementaire que la commission relative à la copropriété, créée par arrêté du 4 août 1987 et qui siège au sein du ministère de la justice, est chargée de répertorier les difficultés auxquelles peut donner lieu l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, de rechercher les solutions, notamment d'ordre conventionnel, propres à les aplanir et de proposer, le cas échéant, aux pouvoirs publics les adaptations législatives ou réglementaires qui s'avéreraient nécessaires. Cette commission a émis quatre avis au Gouvernement en 2005, trois en 2006 et huit en 2007, ces chiffres variant en fonction de l'actualité législative. Les avis résultent en effet de l'examen des projets ou de propositions de lois, ou de projets de textes réglementaires. En 2006, elle a réactualisé cinq recommandations destinées tant aux syndics qu'aux copropriétaires et a constitué un groupe de travail chargé d'examiner et de formuler des propositions pour résoudre les difficultés d'ordre juridique et financier rencontrées dans les résidences avec services. Un rapport a été remis au Gouvernement en ce sens. Les coûts de fonctionnement de cette commission ne sont constitués que par la présence d'un magistrat représentant le ministère de la justice lors des séances, et de frais de secrétariat liés aux préparations des réunions. Tous les membres de la commission siègent bénévolement.

Données clés

Auteur : [M. Lionel Tardy](#)

Circonscription : Haute-Savoie (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 9814

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Justice

Ministère attributaire : Justice

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 novembre 2007, page 6979

Réponse publiée le : 22 janvier 2008, page 600